

Encourager ou criminaliser le jailbreaking ? Un choix de société !

Drôle de monde que celui dans lequel nous vivons et qui entrave à tous les étages le partage et le bidouillage.



Parce que déverrouiller son iPhone ou son Android n'est pas qu'un jeu gratuit pour *hackers malfaisants*. Il permet, mais si, mais si, de favoriser l'innovation, d'améliorer la sécurité et d'assurer une meilleure protection de ses données personnelles.

Cela répond également à la légitime curiosité d'aller regarder sous le capot pour comprendre comment les choses fonctionnent^[1].

Messieurs les censeurs, écoutez l'appel de l'Electronic Frontier Foundation, et cessez de criminaliser des pratiques utiles à la communauté. Et ne nous y trompons pas, derrière ce *petit* problème technique se cache (n'ayons pas peur des mots) un véritable choix de société.

Pourquoi Apple, Sony, Amazon, Microsoft et les autres devraient encourager le jailbreaking

Why Apple (and Sony, Amazon, Microsoft etc.) Should Support

Jailbreaking

Trevor Timm – 2 décembre 2011 – EFF.org

(Traduction Framalang : Goofy, Clochix et Poupoul2)

Hier l'Electronic Frontier Foundation a demandé à l'administration du Copyright des États-Unis d'accorder une exemption au Digital Millennium Act en faveur du droit de « jailbreaker » les smartphones, les tablettes et les consoles de jeux vidéos. Ces exceptions visent à épargner aux utilisateurs tout souci légal qui pourraient les empêcher de faire tourner des applications et des systèmes d'exploitation qui ne sont pas approuvés par le fabricant de l'appareil. Elles amendent la section 1201 du DMCA qui interdit tout contournement de « mesure technique qui contrôle effectivement l'accès à une œuvre protégée à ce titre ».

En 2009, malgré les cris d'orfraie et la vive opposition d'Apple, l'EFF a obtenu du bureau du Copyright le droit pour les utilisateurs de déverrouiller les iPhones et autres smartphones. C'est en partie grâce à cette disposition légale qu'une communauté en ligne très active s'est constituée autour du jailbreaking pour perfectionner à un degré incommensurable l'innovation, la sécurité, la confidentialité sur ces appareils.

Pourquoi donc Apple et les autres fabricants s'opposeraient-ils à ce processus ? Voilà une question intéressante. Quand Apple a combattu la première fois le droit légal de jailbreaker, la firme a prétendu que cela nuirait à son modèle économique en ruinant sa rentabilité. Pourtant les profits d'Apple atteignent des records jamais atteints selon toutes les statistiques fiables.

En réalité, loin de nuire à des entreprises comme Apple, la communauté autour du jailbreaking finit souvent par leur rendre service, dans la mesure où Apple et d'autres fabricants finissent par adopter de nombreuses fonctionnalités qui

avaient été exclues dans un premier temps. Faisons une petite rétrospective de tous les bénéfices du jailbreaking à la fois pour les industriels et les utilisateurs de smartphones, et voyons pourquoi cette pratique devrait être étendue aux tablettes et consoles de jeux vidéos comme le PlayStation 3, la Wii de Nintendo et la Xbox 360.

Innovation

À tous égards, la communauté du jailbreaking a formidablement amélioré l'ergonomie des smartphones. Ses membres ont par exemple développé des applications, d'abord rejetées par Apple, qui permettait aux anciennes versions de l'iPhone d'enregistrer des vidéos. Les jailbreakers ont également été les premiers à réussir à configurer le clavier pour qu'il se connecte sans fil au smartphone. Apple a par la suite adopté chacune de ces fonctionnalités.

Ce processus d'imitation a été reproduit pour un tas d'autres innovations initiées par la communauté du jailbreaking, depuis la conception de l'interface utilisateur jusqu'à la gestion des applications sur le téléphone. Comme l'a remarqué David Kravets du magazine Wired, « parmi ces bidouillages on trouve les notifications qui se replient, l'accès direct à la caméra depuis l'écran d'accueil verrouillé et la synchronisation sans fil, pour n'en citer que quelques-uns ».

Sécurité

Les améliorations de la sécurité développées par la communauté des jailbreakers protègent les utilisateurs de smartphones quand le fabricant tarde à régler les problèmes de vulnérabilité ou les néglige carrément.

Quand on a découvert une faille de sécurité à l'ouverture d'un fichier PDF par le navigateur de l'iPhone, Apple ne s'est pas pressé pour régler le problème. Les utilisateurs qui ne voulaient pas attendre que le fabricant s'en occupe avaient une meilleure façon de se protéger : débrider leur appareil et

installer un correctif « non autorisé » créé par un développeur indépendant.

Mais la débâcle de DigiNotar en 2011 est le meilleur exemple pour expliquer pourquoi il est si vital de pouvoir déverrouiller un téléphone. Jusqu'à une époque récente, DigiNotar était une autorité de certification – une organisation qui émet des certificats numériques utilisés pour authentifier et sécuriser les communications entre différents services en ligne, comme les transactions de cartes de crédit. Mais en septembre, elle a été piratée et a commencé à émettre des certificats frauduleux, qui ont permis à des utilisateurs mal intentionnés de compromettre des terminaux et des services. Les premières versions d'Android ne se mettaient pas à jour automatiquement, ne laissant aux utilisateurs avec d'anciens systèmes d'exploitation d'autre recours que de déverrouiller leur téléphone pour pouvoir se protéger.

Confidentialité

Alors que les préoccupations sur le respect de la vie privée par les terminaux mobiles augmentent, la communauté des « déverrouilleurs de téléphones » a aussi été vitale en rendant le respect de la vie privée plus sécurisé lorsque les fabricants ne s'en souciaient pas.

Les ouvriers de prisons numériques ont été les premiers à introduire une application non autorisée sur l'iPhone qui masque les messages apparaissant automatiquement sur l'écran pour signaler qui est aux alentours. Les déverrouilleurs ont également créé une modification du logiciel pour empêcher la journalisation d'informations détaillées sur la localisation de l'iPhone à laquelle se livrait Apple sans y avoir été autorisée. De même, sur Android, une application non autorisée appelée LBE Privacy Guard permet aux utilisateurs de chercher et surveiller les données sensibles auxquelles des applications tierces pourraient essayer d'accéder. Mais ces applications protectrices de la vie privée ne sont accessibles

qu'aux utilisateurs qui déverrouillent leur terminal.

La popularité des tablettes a explosé au cours des dernières années, et l'EFF veut que les utilisateurs de terminaux comme l'iPad et le Nook bénéficient également de ce dont ont profité les utilisateurs de smartphones au cours des trois dernières années.

Mais ce n'est pas tout, nous réclamons également une exemption pour les consoles de jeu vidéo.

Consoles de jeux vidéo

Les fabricants de consoles de jeu comme la PlayStation 3, la Xbox et la Wii de Nintendo limitent également le système d'exploitation de l'utilisateur, et les options des logiciels, même lorsque rien ne prouve que d'autres programmes violeraient le copyright. L'exception que nous réclamons permettrait aux utilisateurs d'exécuter le système de leur choix sur leurs consoles, aussi bien que des applications « maison » écrites par eux-mêmes.

Les consoles de jeu vidéo ont des processeurs puissants qui peuvent permettre aux gens de les utiliser comme des alternatives peu coûteuses aux PC de bureau. Des chercheurs, et même l'armée des EUA, ont transformé des grappes de PS3 en puissants supercalculateurs, à l'époque où Sony permettait l'installation de systèmes d'exploitation alternatifs. Mais Sony a supprimé cette possibilité avec une mise à jour du firmware en 2010, et les PS3 ne peuvent désormais plus faire tourner Linux sans être déverrouillées. En fait, plus tôt cette année, Sony avait été jusqu'à poursuivre quelques chercheurs qui avaient publié des informations sur des trous de sécurité qui permettraient aux gens d'installer et de faire tourner Linux sur leur PS3 personnelle. Nous espérons que l'exception que nous cherchons à obtenir énoncera clairement que les gens ont le droit de faire tourner le système d'exploitation et les applications de leur choix sur leur

machine.

L'EFF adjure Apple, Sony et les autres de soutenir cette demande d'exemption au DMCA pour améliorer l'expérience des utilisateurs et garantir la sécurité et la confidentialité de leurs données personnelles.

Notes

[1] Crédit photo : FHKE (Creative Commons By-Sa)